Déclaration du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge sur l'intégrité

(document de travail)

Document établi par la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et le Comité international de la Croix-Rouge

(Le présent document de travail est communiqué à des fins de consultation. Un projet officiel de document sera établi sur la base des observations reçues pour approbation par la Commission permanente de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et diffusion à tous les membres du Conseil de Délégués le 25 octobre 2019.)

L'engagement du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (Mouvement) envers les Principes fondamentaux, ainsi que son ensemble complet de cadres statutaires, réglementaires et stratégiques, constituent les fondements de notre action humanitaire éthique et fondée sur des principes. L'accent mis par le Mouvement sur l'éthique et les principes est essentiel pour mener une action humanitaire efficace, et pour accéder à toutes les personnes et communautés en détresse, notamment dans les contextes sensibles et marqués par l'insécurité.

Le fait d'obtenir et de conserver l'acceptation et la confiance de toutes les communautés est une priorité pour le Mouvement. Notre accès aux personnes et aux communautés vulnérables que nous nous efforçons de servir en dépend. L'intégrité de chaque composante du Mouvement est un sujet d'importance pour ces communautés, pour nos parties prenantes et pour le Mouvement dans son ensemble. Il est par conséquent primordial pour le Mouvement et chacune de ses composantes de garantir l'intégrité et le maintien d'un comportement éthique aux niveaux tant individuel qu'institutionnel.

Les engagements du Mouvement et de ses composantes envers les Principes fondamentaux et envers des normes essentielles d'intégrité et d'éthique sont établis dans de multiples **cadres statutaires et stratégiques**. Ces cadres visent à promouvoir les normes les plus exigeantes en matière d'intégrité, et à contribuer à leur respect dans l'ensemble du Mouvement et dans toutes nos actions :

- les Statuts du Mouvement, le Code de bon partenariat du Mouvement et le Code de conduite pour le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et pour les Organisations non-gouvernementales (ONG) lors des opérations de secours en cas de catastrophe ;
- les Statuts et le Code de conduite du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) ;
- les Statuts de la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (Fédération internationale), la Politique relative à la protection de l'intégrité des Sociétés nationales et des organes de la Fédération internationale, la Politique relative à l'égalité de genre et à la diversité, la Charte des volontaires, le Cadre de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge relatif à l'intégrité et le Code de conduite du Secrétariat de la Fédération internationale ;
- les cadres relatifs à la prévention des cas liés à l'intégrité, à leur traitement et au respect des dispositions en matière d'intégrité adoptés individuellement par les Sociétés nationales au titre de leurs statuts, politiques et règlements.

Comportements sûrs, inclusifs et éthiques sur nos lieux de travail. Le Mouvement reconnaît qu'il est essentiel de respecter et d'intégrer la diversité au sein de nos effectifs pour

garantir et soutenir l'intégrité, la confiance et la redevabilité. Les volontaires, le personnel et les dirigeants devraient être représentatifs de la diversité de notre Mouvement, ainsi que de celle des personnes que nous avons pour mission de servir. Le Mouvement a la responsabilité de bâtir et de représenter une culture de diversité, d'inclusion, d'ouverture et de respect. Il s'engage à garantir des lieux de travail sûrs pour nous tous, et à veiller à ce que la dignité et l'intégrité de notre personnel et de nos volontaires soient protégées, préservées et encouragées. Il s'engage en outre à garantir que la prévention de toute forme de comportement répréhensible et la protection contre ces actes fassent partie intégrante de toutes nos actions et qu'aucune forme de discrimination, de harcèlement, d'abus ou d'exploitation ne soit tolérée.

Remédier aux infractions à l'intégrité et aux comportements contraires à l'éthique, et tirer des enseignements de l'expérience. Il est essentiel de garantir le respect des normes de conduite individuelles, notamment au moyen de l'adoption et de l'application stricte et juste de règlements, de mécanismes et de procédures au niveau institutionnel. La révision et l'adaptation permanente de ces normes pour faire face aux risques émergents et à l'évolution des contextes sont tout aussi importantes. En tant que composantes du Mouvement, nous nous engageons fermement à prévenir les infractions à l'intégrité et les comportements contraires à l'éthique de nos dirigeants, employés et volontaires, et à remédier aux cas avérés.

Transparence et redevabilité. Le Mouvement est déterminé à garantir les niveaux de redevabilité appropriés à l'égard des gouvernements, de nos donateurs et de nos partenaires, conformément à nos Principes fondamentaux. Les composantes du Mouvement aspirent à être transparentes et ouvertes, et à permettre un accès adéquat aux documents institutionnels et financiers tels que les rapports annuels, les comptes vérifiés et les évaluations des appels, programmes et opérations, tout en respectant la vie privée et en garantissant la protection des données. Le Mouvement reconnaît que la transparence, notamment dans des situations difficiles, est cruciale pour maintenir la confiance des différentes parties prenantes.

Les composantes du Mouvement s'engagent à garantir la **protection des lanceurs d'alerte**, afin que les personnes puissent agir dans le meilleur intérêt de leur organisation sans peur des conséquences ni de représailles. Nous nous engageons aussi à protéger la confidentialité et le droit à une procédure équitable des personnes faisant l'objet d'allégations ou d'enquêtes.

Les composantes du Mouvement s'engagent à œuvrer ensemble pour assurer une solide **redevabilité à l'égard des communautés avec lesquelles nous travaillons**. À cette fin, les composantes du Mouvement dialogueront et communiqueront avec les personnes pour mieux comprendre la diversité de leurs besoins, de leurs vulnérabilités et de leurs capacités, et leur offriront des possibilités et un accès sûr et équitable afin qu'elles contribuent activement à la prise de décisions qui les concernent, dans l'objectif de veiller à ce que nos actions collectives soient efficaces, inclusives et responsables.

Dialogue. Nous nous engageons à continuer à dialoguer avec les gouvernements, conformément au principe fondamental d'indépendance et aux exigences du partenariat particulier et équilibré entre les Sociétés nationales et les autorités de leur pays. Ce dialogue doit permettre d'aborder les principes de bonne gouvernance, d'intégrité, de redevabilité et de confiance comme autant de bases essentielles de la coopération et d'une action humanitaire impartiale. En tant qu'acteur humanitaire indépendant et neutre, le Mouvement mérite et ambitionne d'établir et de nourrir des relations de confiance avec ses parties prenantes par le biais de ses actions et de ses cadres relatifs à l'intégrité.

Le Mouvement continuera de regrouper des ressources afin d'offrir à toutes les composantes un soutien, une formation et des orientations efficaces pour renforcer nos règlements, nos processus et nos mécanismes en matière d'intégrité et de redevabilité, notamment par le biais du renforcement des bases statutaires et juridiques, ainsi que des cadres réglementaires et stratégiques connexes. Le partage des normes, des connaissances et de l'expérience en

matière de gestion des questions liées à l'intégrité sera renforcé par un soutien entre pairs et par des orientations adaptées aux composantes individuelles. Il est essentiel de tirer des enseignements de l'expérience pour former le personnel et les volontaires du Mouvement, ainsi que nos parties prenantes, et pour nous donner les moyens de repérer les risques et de mesurer l'enjeu de l'intégrité.

Le CICR et la Fédération internationale continueront à soutenir les Sociétés nationales dans le renforcement de leurs bases statutaires et juridiques, et des cadres réglementaires et stratégiques connexes, notamment par le biais de la Commission conjointe CICR/Fédération internationale pour les statuts des Sociétés nationales (Commission conjointe) et dans le cadre des travaux qu'ils mènent aux fins du développement des Sociétés nationales.

Le CICR et la Fédération internationale veilleront à ce que les conditions de leurs partenariats, y compris au sein du Mouvement, soient le reflet d'un engagement solide en faveur de l'intégrité et des normes éthiques, notamment au moyen des modalités des accords de partenariat conclus et par la mise en place et l'application d'un processus de diligence appropriée.

Le CICR et la Fédération internationale, en tant que signataires du plan interinstitutions de dénonciation des abus (Inter-Agency Misconduct Disclosure Scheme), continueront à partager des informations avec les employeurs potentiels dans le cadre de leurs processus de recrutement, au sujet de personnes s'étant révélées coupables de comportements sexuels répréhensibles en cours d'emploi, et à rechercher de façon proactive des renseignements à ce sujet dans le cadre de leurs processus de vérification des antécédents préalables à l'embauche.

Les Sociétés nationales continueront à élaborer, à diffuser et à appliquer des politiques qui énoncent leurs engagements, ainsi que ceux auxquels leur personnel est tenu, afin de garantir un comportement sûr, respectueux et inclusif. Elles mettront en place des cadres pertinents de prévention et de gestion des cas liés à l'intégrité, notamment des codes de conduite et des politiques relatifs à l'égalité de genre et à la diversité, à la protection de l'enfant, à la prévention et à la lutte contre l'exploitation et les abus sexuels, ainsi qu'à la protection des lanceurs d'alerte.

Les Sociétés nationales veilleront à mettre en place des politiques et des procédures de gestion visant à protéger leur intégrité, et s'assureront de procéder à des évaluations régulières des risques afin de limiter et de maîtriser les risques liés à l'intégrité dans les contextes suivants :

- violations des Principes fondamentaux ;
- ingérence politique dans les affaires des Sociétés nationales ;
- questions liées à leurs statuts ;
- questions liées au non-respect par leurs dirigeants des exigences visant à protéger l'image et la réputation de l'organisation, y compris, mais sans s'y limiter, la non-présentation des rapports financiers et la mauvaise gestion des problèmes de gouvernance ;
- questions liées à l'intégrité des procédures opérationnelles.

Les Sociétés nationales continueront à procéder à des auto-évaluations systématiques, par le biais du processus d'Évaluation et de certification des capacités organisationnelles (ECCO) par exemple, et à familiariser le personnel et les volontaires avec les Principes fondamentaux, les politiques applicables relatives à l'intégrité et leurs codes de conduite. Les Sociétés nationales s'efforceront de traiter les problèmes liés à l'intégrité à un stade précoce et de rechercher un appui, si elles ne sont pas en mesure de les résoudre, auprès d'autres Sociétés nationales, de la Fédération internationale et du CICR. En cas d'allégation d'infraction à

l'intégrité, elles saisiront le Comité de contrôle du respect des dispositions et de médiation en lui assurant leur pleine coopération.

Les principes d'intégrité et de comportement éthique font partie intégrante de la culture organisationnelle de la Fédération internationale. Celle-ci continuera d'entreprendre des actions globales cohérentes, par le biais de l'application de son Cadre relatif à l'intégrité, afin de renforcer constamment ses systèmes dans ce domaine, de former son personnel et de garantir le respect des dispositions. Le fait d'assurer la confiance et la redevabilité est aussi un élément important de la nouvelle Stratégie 2030 de la Fédération internationale.

La Fédération internationale diffuse actuellement dans tous ses bureaux sa Politique relative à la lutte contre l'exploitation et les abus sexuels et à leur prévention, et l'applique dans le cadre de ses opérations d'urgence. Un système robuste et sûr de coordonnateurs dédiés ainsi que des procédures opérationnelles normalisées sont en cours de mise en place. La Politique relative à la lutte contre l'exploitation et les abus sexuels et à leur prévention sera une composante obligatoire de tous les cours d'introduction, et fera partie de la formation et des séances d'information destinées à tous les nouveaux membres du personnel ; une attention particulière sera accordée aux rôles de direction.

Les systèmes de gestion des risques et de respect des dispositions de la Fédération internationale continueront d'être améliorés, sous la supervision et avec l'appui de sa Commission d'audit et de gestion des risques et du Comité de contrôle du respect des dispositions et de médiation, dont les Statuts révisés renforceront encore le mandat et l'impact.

Dans le contexte du soutien au développement des Sociétés nationales, la Fédération internationale s'attachera en particulier à appuyer les efforts déployés par les Sociétés nationales pour mettre en place des systèmes efficaces de gestion des risques liés à l'intégrité (détection précoce et procédures et mécanismes de gestion).

Le CICR continuera à faire des principes d'intégrité et de comportement éthique des composantes essentielles de sa culture organisationnelle, conformément à sa stratégie institutionnelle et à son Code de conduite.

Le CICR placera le contrôle du respect des dispositions dans l'ensemble de l'institution au premier rang de ses priorités, et renforcera la coordination et l'intégration transversales du cadre de gestion des risques, du cadre de contrôle interne, du cadre relatif au Code de conduite et des politiques et procédures connexes.

Le CICR renforcera sa capacité de gérer les risques stratégiques, institutionnels et opérationnels de façon proactive par le biais de la formation du personnel et de l'élaboration de processus et d'outils. Il veillera également à ce que les allégations de comportement répréhensible soient suivies d'enquêtes approfondies dans les meilleurs délais, et à ce que des mesures correctives, y compris des sanctions, soient appliquées, conformément aux lignes directrices opérationnelles définies dans son Code de conduite. Le CICR étendra plus avant les systèmes qui permettent un suivi et une mesure efficaces du respect des dispositions dans l'institution. Il continuera à développer les systèmes et les processus contribuant à améliorer sa réponse aux exigences accrues des donateurs en matière de transparence et de redevabilité, et à renforcer ses capacités d'analyse et d'identification des risques.

Les composantes du Mouvement travailleront ensemble pour recenser des domaines supplémentaires de convergence dans l'optique d'une approche renforcée en matière d'intégrité et de comportement éthique à l'échelle du Mouvement. Nous nous engageons à soumettre un rapport au prochain Conseil des délégués en 2021 et, par son biais, à la XXXIV^e Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre des engagements pris dans la présente Déclaration.